

Bruxelles, le 4.8.2016  
C(2016) 5206 final

**DÉCISION DE LA COMMISSION**

**du 4.8.2016**

**relative à la mesure individuelle "Soutien à l'efficacité et à la qualité du partenariat Côte d'Ivoire - Union européenne (SEQUACI II)" en faveur de la République de Côte d'Ivoire à financer sur le 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement**

## DÉCISION DE LA COMMISSION

du 4.8.2016

**relative à la mesure individuelle "Soutien à l'efficacité et à la qualité du partenariat Côte d'Ivoire - Union européenne (SEQUACI II)" en faveur de la République de Côte d'Ivoire à financer sur le 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement<sup>1</sup>, et notamment son article 9 (1),

vu le règlement (UE) 2015/323 du Conseil du 2 mars 2015 portant règlement financier applicable au 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement<sup>2</sup>, et notamment son article 26,

considérant ce qui suit:

- (1) La Commission a adopté le document de stratégie par pays pour la Côte d'Ivoire pour la période 2014-2020<sup>3</sup>, dont le point 1.2 établit les priorités suivantes:

Secteur 1: Renforcement de l'Etat et consolidation de la paix

Secteur 2: Agriculture

Secteur 3: Energie

Dans les autres mesures d'appui stipulées au point 6 sont prévus: un accompagnement de la programmation, préparation ou mise en œuvre d'actions et appui à l'Ordonnateur national.

- (2) La mesure "Soutien à l'efficacité et à la qualité du partenariat Côte d'Ivoire - Union européenne (SEQUACI II)" financée au titre de l'accord interne du 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement (FED) (ci-après 'l'accord interne')<sup>4</sup> vise à contribuer à maximiser l'efficacité, l'efficacité et l'impact de l'aide de l'UE en vue d'améliorer les conditions de vie de la population ivoirienne, à travers le développement économique du pays, la diminution de la pauvreté et le renforcement de la gouvernance.
- (3) La mesure s'articule autour de deux volets, visant d'une part de (1) Renforcer les capacités de l'Ordonnateur national (ON), de ses services, des ministères techniques assurant la maîtrise d'œuvre des projets et des autres acteurs ivoiriens dans la mise en œuvre des actions du FED, et d'autre part de (2) Améliorer la qualité des projets (conception et mise en œuvre) à travers des études et missions d'assistance technique.

---

<sup>1</sup> JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

<sup>2</sup> JO L 58 du 3.3.2015, p. 17.

<sup>3</sup> Décision C(2014)3586

<sup>4</sup> Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, conformément à l'accord de partenariat ACP-UE, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, JO L 210 du 6.8.2013, p. 1

- (4) Il y a lieu d'adopter une décision de financement dont les modalités sont fixées à l'article 94 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission<sup>5</sup> applicable en vertu de l'article 2 paragraphe 1 et de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323.
- (5) Il y a lieu d'adopter un programme de travail en matière de subventions dont les modalités sont fixées à l'article 128, paragraphe 1, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et à l'article 188, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable en vertu de l'article 37 paragraphe 1 du règlement (UE) 2015/323. Le programme de travail est énoncé dans l'annexe 1 section 5.4.1.
- (6) L'ordonnateur responsable peut attribuer des subventions sans appel à propositions sous réserve que les conditions applicables aux exceptions aux appels à propositions prévues à l'article 190 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicable en vertu de l'article 37, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323 soient remplies. L'octroi d'une subvention directe à la Cellule de Coordination de la Coopération Côte d'Ivoire-UE est conforme aux points c) et f) de l'article 190 du règlement susmentionné qui stipule que des subventions peuvent être octroyées sans appel à propositions au bénéfice d'organismes jouissant d'un monopole de droit ou de fait ou possédant un degré élevé de spécialisation, ou en raison de leur pouvoir administratif.
- (7) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 92 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et de l'article 111, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicables en vertu de l'article 29, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323.
- (8) La mesure prévue par la présente décision ne relève pas des catégories de mesures pour lesquelles l'avis préalable du comité est requis. Il convient d'informer le comité du Fonds européen de développement institué par l'article 8 de l'accord interne.

DÉCIDE:

#### *Article premier*

##### **Adoption de la mesure**

La décision "Soutien à l'efficacité et à la qualité du partenariat Côte d'Ivoire - Union européenne (SEQUACI II)" présentée en annexe, est adoptée.

La mesure comporte l'action suivante:

Annexe : Soutien à l'efficacité et à la qualité du partenariat Côte d'Ivoire - Union européenne (SEQUACI II)

#### *Article 2*

##### **Contribution financière**

La contribution maximale de l'Union européenne pour la mise en œuvre de la mesure visée à l'article 1<sup>er</sup> est fixée à 4 900 000 EUR et est financée sur le Fonds européen de développement.

La contribution financière prévue au premier alinéa peut aussi couvrir les intérêts de retard.

---

<sup>5</sup> Règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, JO L 362 du 31.12.2012, p. 1.

### *Article 3*

#### **Modalités de mise en œuvre**

Les éléments exigés par l'article 94, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable en vertu de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323 sont énoncés dans l'annexe.

L'ordonnateur compétent peut attribuer des subventions sans appel à propositions conformément à l'article 190 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable en vertu de l'article 37 paragraphe 1 du règlement (UE) 2015/323.

### *Article 4*

#### **Modifications non substantielles**

Les augmentations ou les diminutions n'excédant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, et ne portant pas cette contribution à plus de 10 000 000 EUR ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution, de même que les extensions de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles au sens de l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions. Le recours à la réserve pour imprévus est pris en considération dans le plafond fixé au présent article.

L'ordonnateur compétent peut adopter ce type de modifications non substantielles dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 4.8.2016

*Par la Commission*  
*Věra JOUROVÁ*  
*Membre de la Commission*